

Réservé
aux abonnés

Grèves aux urgences à Nantes et Saint-Nazaire : « Il faut sauver l'hôpital public »

Les hôpitaux publics n'attirent plus les médecins. Afin d'alerter, des praticiens hospitaliers sont en grève ce lundi et mardi. Notamment aux urgences.



Faute de lits en aval en nombre suffisant, les urgences vont-elles tenir cet été ? | OUEST-FRANCE

Ouest-France Philippe GAMBERT

Publié le 03/07/2023 à 21h57

À Saint-Nazaire, [l'opération nationale « zéro brancard dans les couloirs » a été bien suivie](#). Les patients ont dû attendre, parfois jusqu'à quatre heures dans les ambulances que les box où ils sont pris en charge se libèrent. « **Jusqu'à quatre ou cinq ambulances privées ou de pompiers ont fait la queue** », relate Joël Jenvrin, patron du Samu 44.

À Nantes, face à l'afflux aux urgences dès ce lundi matin 3 juin (115 patients dans le service en même temps), il a été jugé plus prudent de recevoir les nouveaux patients au fur et à mesure pour ne pas ajouter la cacophonie à la tension. Mais plus de la moitié des urgentistes nantais ont suivi le mouvement, même si, assignés, certains d'entre eux ont continué à soigner. « **Il manque des lits en aval. Il n'est pas normal que des patients restent aux urgences, parfois deux, trois, quatre jours.** »

« **Il faut sauver l'hôpital public** », martèle Rachel Bocher, psychiatre, cheffe de service au CHU de Nantes et présidente de l'Intersyndicat national des praticiens hospitalier, qui appelle aussi à la grève.

« **La situation à l'hôpital n'est jamais été aussi grave**, souligne-t-elle. **Des collègues s'en vont.** » Sur le plan national, au printemps, le centre national de gestion qui gère les carrières n'avait reçu que 3 364 candidatures pour 10 846 postes vacants. « **Des jeunes médecins spécialistes préfèrent, plutôt que s'engager comme fonctionnaires, signer des contrats de courte durée, bien mieux rémunérés...** » Ces contrats pourraient être une façon de détourner la loi Rist qui limite les rémunérations des intérimaires.

Les praticiens réclament des revalorisations, afin que « **l'hôpital redevienne attractif et que l'on retrouve la fierté d'y travailler. Quand il y a des événements comme l'attentat au couteau à Annecy ou les émeutes dans les quartiers, l'hôpital public est en première ligne...** » Mais « **attention**, prévient la médecin, **à force de tirer sur la corde...** » Elle craint des accidents, des défauts de prise en charge cet été : « **Tout ne peut pas se résoudre par la télé-médecine ou la téléconsultation...** »



VIDÉO. Papillomavirus : quatre choses à savoir sur le vaccin qui arrivera au collègue à la rentrée :

Contenus proposés par Digiteka

Annonces Immobilières

Avec **ouestfrance-immobilier.com**



Location appartement

670 €

Nantes Cité Des Congrès

[Voir l'annonce](#)



Vente appartement

368 200 €

Bussy-Saint-Georges

[Voir l'annonce](#)



Vente appartement

256 600 €

Montpellier

[Voir l'annonce](#)

Toutes les annonces Immo

Services Ouest-France

Découvrez nos Newsletters

Les applis mobiles

Mon abonnement

Bons Plans

LaPlace

Obsèques

MENU



Mon espace

Decouvrez Ouest-France et vous !

Échangez avec la rédaction, exprimez vos idées et découvrez des contenus exclusifs

[Je découvre !](#)

Suivez-nous



SITES D'ACTUALITÉ



SERVICES



SHOPPING



Les applications mobiles du groupe SIPA **Ouest-France** disponibles en téléchargement

[Mentions légales](#) | [Données personnelles](#) | [Cookies](#) | [CGU](#) | [Qui sommes-nous ?](#) | [Tarifs de références](#) | [Charte utilisateur](#) | [Plan du site](#) | [Plan des élections](#) | © Ouest-France

